



Ubu nomme et répudie les directeurs de théâtre

Sur les scandaleuses nominations à la tête des théâtres.

lundi 26 avril 2010, par [Valérie de Saint-Do](#)

Nous avons évoqué, il y a peu, la scandaleuse nomination de Jean-Marie Besset au Théâtre des treize Vents de Montpellier... en soupçonnant que ce n'était pas la dernière qui donnerait lieu à indignation. De fait, les renouvellements de contrats à la tête des théâtre, grands ou petit, ne semblent plus obéir à une autre logique que celle du bon plaisir du monarque... et des barons. Y compris, hélas, dans de collectivités de gauche...

"[Carla nomme les frères Berling au théâtre de Toulon](#), écrit le corrosif Jean-Pierre Thibaudat. De fait, la nomination de Charles et Philippe Berling à la tête d'un théâtre municipal, que le maire de la ville ambitionne de voir labellisé scène nationale, n'a d'autre logique que celle du pur copinage.

Une pensée émue pour les metteurs en scène qui s'échinent à peaufiner de projets entrant dans les cases du ministère et à croire que les appels d'offres et entretiens ont encore une quelconque légitimité. Une pensée pour Christian Tamet, qui apprend par la presse le risque de voir l'emblématique Châteauevallon annexé à la politique municipale de Hubert Falco dans le Var.

Il n'est pas le premier à faire les frais d'une telle désinvolture de la part tant du ministère que de certaines collectivités territoriales, ,qui, semble-t-il ont décidé se soumettre les théâtres à des directives managériales dignes de France Télécom. Catherine Anne ne démentira pas, elle qui vient de se voir brutalement notifié que son contrat à la tête du Théâtre de l'Est parisien ne serait pas renouvelé... et accessoirement, que ce théâtre voué au jeune public risquait de disparaître, le ministère souhaitant "reconsidérer l'offre culturelle à Paris". La logique serait-elle celle des fermetures de classe dans l'Education nationale : moins de démographie, donc moins de théâtre en direction de la jeunesse ?

On dira bien évidemment que ce n'est pas nouveau. Que cela fait belle lurette que les nominations à la tête des théâtres sont contestables et contestées, et obéissent à d'autres logiques que les qualités d'artistes et d'acteurs culturels de leurs directeur. On déplorera un manque de rigueur du ministère qui ne date certes pas d'aujourd'hui : le copinage, les rentes de situations et les effets de mode ont trop souvent marqué la gestion culturelle "de gauche"...

Il n'empêche : une étape est franchie dans la décomplexion des princes et baronnets, qui ne prennent même plus la peine de sauvegarder les apparences et de faire semblant de respecter les règles ; Je n'ai pas le souvenir que dans les années Jospin, les maires et le ministre aient imposé à ce point leur volonté envers et contre les experts et toute la profession - toute au plus pouvait-on leur reprocher des nominations obéissant à la hiérarchie des pages culture de *Libé*. Et ce qui fait du buzz dans les grandes institutions nationales n'épargne pas des structures moins prestigieuses. Ainsi, à la Courneuve, Christophe Adriani directeur du centre culturel Jean-Houdremont a patienté six mois face au silence total de sa mairie - communiste, hélas ! -, pour apprendre finalement que son contrat ne serait pas reconduit. Sans que jamais, bien sûr, le dialogue n'ait été entamé par l'équipe municipale quant à son bilan, honorable et défendu par de nombreux habitants et acteurs associatifs.

C'est là le point commun à toutes ces nominations ou fin de contrats aussi absurdes que brutales : le mépris. Quels que soit l'action des directeurs de lieux culturels, contestable ou réussie, il semblerait que bon nombre de décideurs politiques aient adopté l'habitude de ne voir en eux que des salariés kleenex au service d'une politique. Au mépris bien évidemment d'une action culturelle et artistique à long terme, qui suppose confiance, dialogue et durée, qui ne se satisfait ni des paillettes des communiantes, ni de la démagogie des services d'animation. Au mépris très banal de toute réflexion sur le bien-fondé d'une politique culturelle, réflexion qui ne semble pas effleurer un nombre croissant d'élus, qui de longue date ont souvent fait montre de leur indifférence vis-à-vis de la culture et souvent atteint leur degré d'incompétence. Au mépris du respect les plus élémentaires des droits d'un salarié et de la courtoisie la plus basique. Et surtout, au mépris de ce tous prétendent incarner : le respect des citoyens fréquentant ces théâtres et de l'intérêt général.